

Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : soircorruption@gmail.com

DES PROCÈS ET DES HOMMES

Il faut de tout pour faire un monde de... corruption !

Les procès des grandes affaires de corruption se suivent et se ressemblent : des effets d'annonce et des reports à la clé. Même si la présomption d'innocence est de mise pour les accusés, la meilleure preuve de l'étendue de la corruption dans l'affaire de l'autoroute Est-Ouest par exemple est flagrante : projet le plus cher et même trop cher, chantier le plus inachevé, infrastructure la plus dangereuse, marché public le plus opaque, réalisation la plus mauvaise, etc.

Et la moisson des tristes records n'est malheureusement pas terminée (voir *Le Soir d'Algérie* du 23 mars 2015). Et c'est connu : plus la corruption est importante, plus la qualité du projet en prend un coup ! Le pouvoir a réussi son coup : programmer les procès, après plusieurs années de blocage, voir comment réagissent les avocats de la défense, comment la presse traite de ces procès et « calmer » l'opinion publique. Les reports prémédités vont permettre au pouvoir de mieux diriger les procès à venir, d'en finir et de laisser le temps alimenter l'oubli de ces scandales. Cette autoroute et Sonatrach 1 sont des énormes abcès pour le pouvoir, abcès dont il ne peut pas se débarrasser n'importe comment et qui l'embarrassent au plus haut point, car même au-delà des procès qui se termineront bien un jour ou l'autre, des traces resteront. La seule volonté du pouvoir se résume surtout à continuer à exercer sa tutelle sur les enquêtes de police judiciaire et sur la justice.

D'ailleurs, ces deux affaires aux ramifications internationales sont très lourdes à gérer pour le pouvoir. L'issue de secours pour le pouvoir, c'est comment vite liquider ces procès en 2015 et que les médias n'en parlent plus. Le pouvoir veut se débarrasser à tout prix de ces procès et à n'importe quel prix, notamment en piétinant les procédures élémentaires de justice : les avocats de la défense d'ailleurs ne cessent de dénoncer les très mauvaises conditions de préparation et de tenue de ces procès. Prenons un exemple, celui de l'affaire autoroute Est-Ouest : procès reporté pour non-présence d'un avocat à cause de la non-délivrance de visa à William Bourdon, avocat

français de l'un des principaux accusés. Alibi prémédité par le pouvoir politique ?

Le pouvoir policier, autoritaire, répressif et liberticide ne peut pas concevoir d'attribuer un visa à William Bourdon, car au-delà de son métier d'avocat, Bourdon est par ailleurs président de l'ONG française Sherpa dont l'objectif principal est la lutte contre la délinquance économique et financière, dont la lutte contre les biens mal acquis en France par des dirigeants étrangers corrompus et kleptocrates....

Les absents n'ont pas toujours tort

Pour le pouvoir, ce visa aurait été une formidable opportunité pour William Bourdon de plaider — avec la conviction et le talent qu'on lui sait — contre la corruption de fonctionnaires étrangers dans les transactions commerciales internationales ! Et l'affaire



de l'autoroute Est-Ouest est un cas d'école à ne pas exporter, surtout pas !!!! Quant à l'autorité judiciaire qui aurait envoyé tardivement une convocation à William Bourdon, c'est un faux-fuyant : pitoyable justice aux ordres... Un site électronique titrait il y a quelques jours, à propos de ces 2 affaires : «Des responsables politiques étrangement mis hors de cause» ! Pourquoi étrangement ? Plutôt «naturellement», car malheureusement, c'est dans la nature et l'essence même de ce pouvoir kleptocrate de livrer ses séides en pâture. Et dans l'armée des

séides, il y a les hommes de troupe et les gradés : Chakib Khelil, Ghoul et Mohamed Bedjaoui par exemple sont des séides gradés, à épargner, du moins pour le moment...

Des magistrats italiens — dans l'affaire Saipem-Sonatrach — ont des preuves accablantes concernant Mohamed Bédjaoui. Khelil et Bédjaoui n'occupent plus de fonctions officielles et c'est tant mieux, alors que Ghoul continue de traîner des casseroles, du ministère de la Pêche à celui des Transports en passant par celui des Travaux publics : s'il y avait une réelle volonté poli-

tique du pouvoir de lutter contre la corruption, qu'il commence par limoger ce très mauvais et incompetent ministre (voir l'état catastrophique de l'autoroute) et surtout le traduire en justice, d'autant plus que ce ministre n'a pas le courage politique de démissionner... Effectivement, ces «gradés» du pouvoir actuel sont protégés, et sont sacrifiés des gestionnaires aux ordres qui n'avaient pas à accepter de postes de responsabilité dans un contexte aussi instable. Il faut noter l'hypocrisie de certains médias à propos de ces affaires : pourquoi omettre de citer nommément Mohamed Bédjaoui ? Il est carrément accusé par certains inculpés dans l'affaire de l'autoroute (voir l'arrêt de renvoi), ainsi que son «ami» Pierre Falcone — ancien «acteur» en armement de la «Françafrique», puis actuellement un des principaux agents de la «Chinafrique» ?

Pourquoi le Conseil constitutionnel, cette institution de souveraineté, a pris en charge le séjour de Pierre Falcone à Alger — c'est unique dans les annales ? Il est quasi certain que des commanditaires de ces grandes affaires de corruption sont nichés au sein du pouvoir et à sa périphérie : ces commanditaires protègent certains exécutants de ces affaires et en sacrifient d'autres.

Djilali Hadjadj

Une indépendance de la justice aux abonnés absents

Un Etat de droit se construit avec un système judiciaire indépendant et efficace. Un pays comme l'Algérie dont la justice est paralysée par de nombreux dysfonctionnements ne peut pas assurer le fonctionnement démocratique de ses institutions. Dans un tel contexte, les citoyens perdent confiance en leurs élus, et la crédibilité de la justice est sérieusement entamée. Cette situation fait le lit de la corruption avec toutes les conséquences sociales, politiques et économiques qu'elle engendre. Garantir l'indépendance de la justice suppose une exigence de probité pour le corps des magistrats, des juges et des auxiliaires de justice. Une justice indépendante, compétente et intègre peut à son tour être garante de l'efficacité du dispositif légal de lutte contre la corruption. Le principe d'indépendance protège les institutions judiciaires des pouvoirs exécutif et législatif et constitue l'essence même du concept de la

séparation des pouvoirs. La consécration de ce principe ne s'accompagne pourtant pas toujours de la reconnaissance de la justice en tant que pouvoir distinct par rapport à l'exécutif et au législatif.

Allégeance au pouvoir politique

Le principe d'indépendance ne se limite pas seulement à protéger les magistrats contre d'éventuelles pressions de l'exécutif, mais s'applique aussi à toutes les autres formes de pressions possibles. En Algérie, et dans beaucoup d'autres pays, les pressions subies par les juges, volontairement ou à leur corps défendant, sont d'origines diverses et ne proviennent pas seulement du pouvoir politique ou des autres pouvoirs constitutionnels. L'intégrité des magistrats, incompatible avec une quelconque forme d'allégeance au pouvoir politique ou à d'autres forces de pression, est consubstantielle à leur indépendance. Dans la pratique, en dépit de la consécration généralisée du principe d'indépendance du juge, on constate qu'il est très souvent fréquent de porter atteinte à sa neutralité par de nombreux procédés qui sont souvent liés à son statut : nomination, mutation, promotion, déroulement de carrière, formation, etc.

Il est donc essentiel que les magistrats, tout en disposant des garanties que la loi confère à tous les fonctionnaires, bénéficient d'un statut adapté à leur fonction. Encore faudrait-il que l'administration ne piétine pas ce statut.

L'influence des supérieurs hiérarchiques

Cette influence des chefs sur la conduite des magistrats est particulièrement aisée en ce qui concerne les magistrats du parquet. Ceux-ci ne bénéficient pas de la règle d'immovibilité et relèvent d'une structure hiérarchisée qui est souvent placée sous l'autorité directe du pouvoir politique.

Ce dernier peut être tenté d'user de l'autorité hiérarchique pour protéger certaines personnes ou faire pression sur d'autres. Dans le domaine de la lutte contre la corruption en particulier, l'autorité politique peut donner des instructions pour empêcher la poursuite d'auteurs d'infractions notoirement connus ou, à l'inverse, salir la réputation d'opposants politiques par l'engagement de poursuites injustifiées à leur rencontre.

Dans d'autres cas, la poursuite de telles infractions ne peut être déclenchée que sur ordre exprès de l'autorité politique, ce qui met à l'abri tous ceux qui bénéficient de protections politiques. L'ensemble de ces éléments contribue à créer un environnement propice ou non à l'indépendance du corps de la magistrature et, de manière subséquente, à favoriser ou non la corruption dans l'appareil judiciaire. Au-delà des règles mises en place, il faut aussi préciser que la valeur personnelle du juge est souvent déterminante, les principes d'indépendance et d'intégrité étant aussi une question d'état d'esprit individuel.

D. H.

DES MOTS POUR LE DIRE

Les plus forts et le sentiment d'impunité

«On nous dépeint en justiciers : je sais l'injustice qui voit le faible subir la loi tandis que les plus forts agissent avec un sentiment d'impunité qui dépasse l'entendement.»

Éva Joly, ancien magistrat français